

## **Transformation des politiques de coopération : entre régime d'aide et logiques nationales**

### **Conférence publique**

23 mai 2012

Salle des Boiseries, UQAM (J-2805)

9h00 : Inscription et accueil

9h15 : Mots de bienvenue de Bonnie Campbell, Directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société, UQAM

Présentation par Jean-Jacques Gabas, GEMDEV-Université Paris-VIII, du projet « Logiques de recherche scientifique et logiques de coopération pour le développement »

9h30 : **PREMIER PANEL – *Évaluer le changement : perspectives théoriques et empiriques***

Présidence : **Jean-Jacques Gabas**, GEMDEV Université Paris-VIII & CIRAD

**Michel Vernières**, Université Paris I Panthéon-Sorbonne : *La coopération en matière de valorisation du patrimoine : méthode d'évaluation des projets de coopération*

Après une analyse des diverses approches du patrimoine et avoir précisé la définition retenue, une synthèse des méthodes d'évaluation économique du patrimoine sera, en un deuxième temps, présentée, en mettant l'accent sur les questions de l'apport des méthodes d'évaluation environnementale au domaine du patrimoine. En troisième lieu sera proposée une grille d'évaluation des projets de coopération en ce domaine, centrée sur la soutenabilité de ces derniers.

**Gabriel C. Goyette**, CIRDIS (UQAM) : *Continuités et ruptures dans le régime de l'aide : Éléments de théorie pour la pratique.*

Dans un contexte de complexification des enjeux en matière d'aide publique au développement et de transformations multiples dans les pratiques, il n'est pas toujours aisé de distinguer les changements qui sont véritablement essentiels. C'est pourtant là une tâche primordiale pour la recherche. Grâce aux distinctions développées entre les duos normes-principes et règles-procédures, la théorie des régimes internationaux offre des outils pertinents pour opérer cette distinction. Pour ce faire, nous proposerons une modalité d'opérationnalisation de cette théorie, notamment en intégrant les critiques de S. Strange aux travaux de S. Krasner, novatrice dépassant les limites traditionnelles, entre autres en ce qui a trait aux processus politiques internes.

10h45 : Pause café

11h00 : **DEUXIÈME PANEL – Transformations des logiques nationales de coopération : Regards croisés France-Canada sur le secteur minier**

Présidence : **Issiaka Mandé**, CIRDIS, Département de science politique, UQAM

**Claire Mainguy**, GEMDEV, Université de Strasbourg : *Secteur minier et développement durable : Quels rôles pour les politiques de coopération au Mali ?*

Depuis les années 1990, le secteur de l'or est devenu très important pour l'économie malienne tant du point de vue des ressources extérieures que de la participation au budget de l'État. Pourtant les retombées sur les structures économiques sont faibles, cette activité étant pratiquement déconnectée du reste de l'économie. Le Mali fait partie des pays les moins avancés et ses ressources sont peu diversifiées. Les enjeux vis-à-vis d'une ressource non renouvelable dont l'exploitation arrive à maturité sont donc d'importance. Les politiques de coopération vis-à-vis de ce secteur sont peu visibles et semblent porter essentiellement sur les aspects sociaux et environnementaux. La non pérennité des financements provenant de l'exploitation de l'or concerne pourtant directement, à la fois la capacité de remboursement de la dette et la capacité de financement du développement, préoccupations récurrentes des gouvernements et des bailleurs de fonds. Les partenaires techniques et financiers du Mali pourraient-ils jouer un rôle plus important pour mieux valoriser cette ressource dans une perspective de développement durable ?

**Bonnie Campbell**, CIRDIS (UQAM) : *Transformations récentes dans la politique canadienne en matière de coopération dans le secteur minier*

Le secteur minier n'a pas traditionnellement été un secteur prioritaire pour la politique de coopération canadienne. Il représente cependant un domaine d'importance centrale dans le développement économique du pays. Les interventions ponctuelles en matière de coopération canadienne dans ce domaine entre 1980 et 2000 émanaient de différentes instances dont la Société pour l'expansion des exportations. Même si l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) a effectivement participé à quelques projets, ces interventions se sont faites de manière disparate en marge des domaines reconnus comme étant prioritaires pour l'aide canadienne. Il semble donc que ce soit dans le contexte plus récent de l'intensification de la compétition internationale pour l'accès aux ressources que les transformations récentes doivent être situées. Cette présentation analysera le contexte qui explique les transformations récentes en matière de coopération canadienne dans le secteur minier, les formes, les impacts et les enjeux qu'elles soulèvent, dont ceux de la responsabilité sociale des entreprises et du rôle des politiques publiques des pays concernés.

Commentaires : **Denis Tougas**, Entraide Missionnaire & Table de concertation sur la région des Grands Lacs africains.

12h15 : Pause repas

13h30 : TROISIÈME PANEL – *Politiques rurales et agricoles : Analyse comparative des expériences françaises et canadiennes en Afrique et en Asie*

Présidence : **Michel Vernières**, GEMDEV, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Jean-Jacques Gabas**, GEMDEV-Université Paris-VIII-CIRAD, **Denis Pesche**, et **Vincent Ribier**, CIRAD : *Le processus d'élaboration de la politique française de coopération dans le secteur agricole et du développement rural : trois décennies de transformations (1980 - 2010)*

Présentation conjointe – La coopération internationale pour le développement a connu des mutations importantes depuis les années 1980. La coopération française s'inscrit dans ce mouvement d'ensemble qui se caractérise par une transformation du régime de l'aide internationale avec le régime de l'ajustement structurel (années 80-90) puis une inflexion avec la Déclaration de Paris (2005). Dans le domaine agricole, les coopérations bilatérales, comme celle de la France, s'inscrivent aussi dans des dynamiques de longue durée avec par exemple le soutien aux filières d'exportation (coton, café, cacao) et aux investissements dans l'irrigation. Certaines permanences s'observent mais on peut aussi analyser des transformations importantes dans l'implication d'une diversité croissante d'acteurs dans les opérations de coopération (ONG, organisations professionnelles agricoles françaises, chercheurs, secteur privé), dans la coordination institutionnelle et politique des interventions françaises (réforme institutionnelle) et dans l'articulation entre les agendas de la coopération avec d'autres agendas plus « englobants » comme le commerce et la diplomatie.

**Dominique Caouette**, REDTAC (UdeM), CIRDIS et **Denis Côté**, REDTAC et CCCI : *Le régime de l'aide canadienne en question : « Perspectives critiques sur les politiques de développement rural et agricole de l'ACDI » ?*

Dans cette présentation, nous examinons les politiques de développement rural et agricole mises de l'avant par l'Agence canadienne de développement international depuis la fin des années 1970. À travers une approche historique et une lentille analytique articulées autour des droits humains appliquées au cas des Philippines, nous voulons démontrer que les motivations, normes et principes qui ont guidé et guident toujours ses politiques sont enchâssées dans un régime d'aide internationale néolibéral. Ainsi, la construction et le développement des programmes, projets et choix des pays regroupés sous l'égide de programmes de développement rural mis en place par l'ACDI s'insèrent dans un agenda de promotion du libéralisme économique, du renforcement du secteur privé et du maintien des élites terriennes en place.

Commentaires : **Etienne Hainzelin**, Conseiller du Président directeur général du CIRAD

15h45 : Pause santé

16h00 : **QUATRIÈME PANEL – Logiques nationales de coopération : Quels enseignements tirer de quatre décennies de transformations dans le secteur urbain ?**

Présidence: **Richard Morin**, Département d'études urbaines et touristiques, UQAM

**Jean-Fabien Steck**, Président du GEMDEV, Université Paris Ouest Nanterre La Défense : *Les études urbaines face aux politiques de coopération : quelles influences réciproques, quels objets, quelles pratiques de recherche ?*

L'on sait bien que les politiques de coopération alimentent la recherche, et ce programme en approfondit la connaissance par la description et l'analyse de ses multiples ressorts et dynamiques. Sans nier, évidemment, ce lien entre coopération et recherche et cette dépendance, relative, de la seconde à la première, cette proposition d'intervention propose d'inverser le regard en prenant pour objet les études urbaines. La présentation cherchera ainsi à identifier et analyser les apports des recherches conduites en dehors des problématiques spécifiquement identifiées du développement et de la coopération aux politiques de coopération, et plus encore à la connaissance que ceux qui les mettent en place peuvent avoir des situations et questions urbaines. En filigrane il conviendra, notamment, d'aborder la question de la circulation, souvent en sens unique, des modèles (concepts et notions) scientifiques, assez similaire en fait, par ses processus, de celle des modèles politiques et gestionnaires et d'explorer leurs interactions.

**Annik Osmont**, GEMDEV-Université Paris VIII : *Les transformations de l'action urbaine de la coopération française depuis 40 ans*

On mettra en parallèle une évolution institutionnelle propre à la France, avec la création du ministère de la Coopération en 1960, jusqu'à sa suppression quasi complète. La coopération est marquée par la présence de deux acteurs majeurs : la Caisse centrale de la France libre (Caisse française de développement dans les années 90), devenue l'Agence française de développement en 1998, et un nombre important d'assistants techniques. Dans le secteur urbain, c'est le corps des ponts et chaussées qui pèse fortement sur les politiques urbaines du ministère, surtout dans les années 80. Depuis une bonne dizaine d'années, on assiste à un alignement assez net de l'action urbaine de la coopération française avec la Banque mondiale et ONU/Habitat. L'accent est mis sur l'expertise, l'aide à l'exportation des grands opérateurs français de services urbains. Il reste une spécificité : la coopération urbaine décentralisée, qui a traversé les époques et tend à se développer.

Commentaires : **Anne Latendresse**, Département de géographie, UQAM, (à confirmer).

17h45 : Clôture de l'atelier

Événement autour des ouvrages : *Le temps de la Chine en Afrique, Patrimoine et Développement* et « *Les liens entre sécurité et développement. De l'évidence à l'ambiguïté.* »

Vin d'honneur en compagnie des conférenciers internationaux offert par le Services des relations internationales de l'UQAM.